

Issoufou Mahamadou devant l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-Union Européenne :

Décrire sans fard

la situation du Niger

Nonobstant ce que disent les aigris et autre adversaires politiques, le président Issoufou Mahamadou mène sa barque comme il l'entend. En respectant les engagements pris à savoir le respect de la démocratie et l'état de droit, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption...

Le Niger ayant besoin d'importantes ressources financières pour son développement, il faut aller les chercher là où elles se trouvent ; auprès des nantis. C'est ce qui explique que le chef de l'Etat saisisse toutes les opportunités qui s'offrent à notre pays, se déplacent souvent à travers le monde pour plaider la cause de notre pays auprès des pays nantis et les institutions internationales.

C'est cette démarche qu'il privilégie pour réaliser un programme ambitieux pour lequel il a eu la confiance des nigériens. Ceux qui parlent encore de mendicité et autres médisances peuvent toujours continuer. Il n'en a cure ! Comme il l'a toujours dit «c'est le travail qui paie.»

Il travaille et les hommes qui sont avec lui, également.

(Lire page 3)



Mise en service du projet intégré d'Agadem et de la raffinerie de Zinder

Le pétrole nigérien coulera lundi ^{P.5}

Le Chef de l'Etat accorde des remises de peines

Le Président de la République, M. Issoufou Mahamadou, a signé mercredi, un décret, portant remises gracieuses de peines à l'occasion de la fête de l'Aid-El Aïd El Kebir. Ainsi, aux termes de ce décret des remises gracieuses de peines sont accordées aux condamnés ci-dessous.

a) Hamidou Moussa Issa, né vers 1980 à Tchintabaraden, fils de Issa et de Indou condamné en Libye à 2 ans 3 mois d'emprisonnement ferme ;

b) Aboubacar Wagalassan Souleymane Warno, né vers 1977 à Arlit, fils de Wagalassan et Aldjatt condamné en Libye à 3 ans d'emprisonnement et 1000 DL ;

c) Àgali Moumouni Fizaz, né vers 1984 à Tchintabaraden, fils de Moumouni et Amitou, condamné en Libye à 2 ans et 3 mois d'emprisonnement et 120.000 DL ;

d) Ibrahim Mohamed Ibrahim Youssouf, né vers 1965 à Tabalak, fils de Mohamed et de Hadiza, condamné en Libye à 3 ans d'emprisonnement et 1000 DL ;

e) Adoura Abdou Mohamed Atto, né vers 1990 à Tchintabaraden, fils de Abdou et de Zeinabou, condamné en Libye à 2 ans et 3 mois d'emprisonnement et 50.000 DL ;

f) AbdoulaYe Aboubacar, né vers 1972 à Tahoua, fils de Aboubacar et de Ouma, condamné

en Libye à 3 ans d'emprisonnement ferme ;

g) Ibrahim Mahamane, né vers 1984 à Takankanlé, fils de Mahamane et de Tateg Fanate condamné en Libye à 3 ans d'emprisonnement ferme ;

h) Salah Bilal Youssouf, né vers 1972 à Tchintabaraden, fils de Bilal et de Fatouma, condamné en Libye à 4 ans d'emprisonnement ferme ;

i) Ibrahim Mohamed Hassane Alhousseini, né vers 1984 à Takankanlé, fils de Mahamane et de Tateg Fanate, condamné en Libye à 4 ans d'emprisonnement ferme ;

j) Mahamadou Ousmane ismael, né vers 1973 à Tchintabaraden, fils de Abdounab et de Fatouma condamné en Libye à 3 ans 6 mois d'emprisonnement ferme.

En rappel :

Tout individu qui, à la date de la signature du présent décret, est condamné à une peine privative de liberté par décision judiciaire devenue définitive et mise à exécution pour une infraction qualifiée crime ou

délit, bénéficie d'une remise de peine :

a) de la totalité de la peine qui lui reste à subir, si celle-ci est inférieure ou égale à six mois ;

b) de six mois si la peine prononcée est supérieure à six mois et inférieure ou égale à un an d'emprisonnement ;

c) de dix mois si la peine prononcée est supérieure à un an et inférieure ou égale à deux ans ;

d) de douze mois si la peine prononcée est supérieure à deux ans et inférieure ou égale à quatre ans ;

e) de quinze mois si la peine prononcée est supérieure à quatre ans et inférieure ou égale à six ans ;

f) de dix huit mois si la peine prononcée est supérieure à six ans.

Les remises gracieuses prévues ci-dessus ne sont pas applicables aux récidivistes et aux personnes condamnées pour les infractions ci-après : vols commis avec au moins deux circonstances aggravantes ; fausse monnaie ; détournement de deniers publics ; trafic de drogue ; enrichissement illicite ; concussion ; corruption ; terrorisme ; délit et crime d'esclavage ; meurtre, parricide, assassinat ou empoisonnement ; atteintes aux mœurs (viol, atteinte à la pu-

deur, harcèlement sexuel, actes impudiques sur mineurs de même sexe, outrage public à la pudeur) ; évasion.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, bénéficient de la remise totale de la peine qui leur reste à subir : les femmes allaitantes ou en grossesse ; les personnes atteintes d'épilepsie, d'affections tuberculeuses, cancéreuses, lépreuses et sidéennes médicalement constatées ; les mineurs jusqu'à l'âge de 17 ans ; les personnes âgées de soixante ans et plus.

Toutefois, les bénéficiaires des remises gracieuses dont les certificats médicaux, actes de naissance ou jugements supplétifs d'acte de naissance ayant servi de support pour la remise s'avèreraient faux, verront leur remise de peine rapportée sans préjudice de poursuite pénale pour usage de faux. Les responsables de faux actes seront poursuivis en justice conformément à la loi. Le procureur de la République près le tribunal de grande instance hors classe de Niamey, les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance et les présidents des tribunaux d'instance sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de procéder à des vérifications avant toute mise en liberté.



BANQUE
CENTRALE DES
ETATS DE
L'AFRIQUE DE
L'OUEST

EMISSION DE BONS DU TRESOR AVIS D'APPEL D'OFFRES

Adjudication n°02/2011 du 02 décembre 2011

LA BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST PORTE A LA CONNAISSANCE DU PUBLIC QU'ELLE ORGANISE POUR LE COMPTE DU TRESOR, A L'ATTENTION DES INTERVENANTS AUTORISES⁽¹⁾, AGISSANT POUR LEUR PROPRE COMPTE OU POUR CELUI DE LEUR CLIENTELE, UN APPEL D'OFFRES POUR CESSIONS DE BONS DU TRESOR AUX CARACTERISTIQUES SUIVANTES :

- Etat émetteur	: Etat du Niger
- Montant Maximum global	: 25 000 millions de FCFA
- Valeur nominale unitaire	: 1 million de FCFA
- Date de valeur	: 05 décembre 2011
- Date et heure limites de dépôt des soumissions	: 02 décembre 2011 au plus tard à 10 h 30 mn T U

CETTE OPÉRATION EST CONSTITUÉE D'UNE EMISSION DÉCOMPOSÉE COMME SUIV :

- Montant	: 25 000 millions de FCFA
- Durée	: 182 jours
- Échéance	: 03 juin 2012
- Taux d'intérêt :	: multiples

LES TITRES EMIS SONT REMBOURSABLES LE PREMIER JOUR OUVRE SUIVANT LA DATE D'ECHEANCE. LES INTERETS SONT PAYABLES D'AVANCE.

Personnes à contacter :

Sama MAMANE : Tél. 20 72 24 91 E.mail : smamane@bceao.int
Souleymane BARMOU : Tél. 20 72 24 91 E.mail : sbarmou@bceao.int

⁽¹⁾ Sont autorisés à soumissionner directement sur le marché primaire des bons du Trésor, les banques, les établissements financiers et les organismes financiers régionaux disposant d'un compte courant ordinaire dans les livres de la BCEAO.

Les autres investisseurs sont autorisés à soumissionner sur le marché primaire par l'intermédiaire des banques implantées sur le territoire de l'UEMOA.

Issoufou Mahamadou devant l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-Union Européenne :

Décrire sans fard la situation du Niger

le président de la République, M. Issoufou Mahamadou a assisté lundi dernier à la cérémonie d'ouverture de la 22^{ème} session de l'Assemblée parlementaire paritaire Afrique – Caraïbes et Pacifique (ACP) – Union Européenne. La cérémonie s'est déroulée à Lomé au Togo.

C'est sur l'invitation de son homologue togolais Faure Gnassingbé que le président de la République a fait le déplacement de la capitale togolaise où il prononcera un important discours devant les parlementaires ACP – Union européenne.

Il s'est réjoui de l'évolution de l'Assemblée parlementaire paritaire qui a permis à celle-ci « de s'ériger en rempart contre la remise en cause de l'ordre constitutionnel dans les pays de notre vaste espace ». Il ajoutera par la suite que l'heureux dénouement de la crise politique qu'a connu le Niger est la preuve que la démocratie et la bonne gouvernance sont des valeurs partagées que les peuples doivent défendre et que la communauté internationale doit aider à promouvoir. Issoufou Mahamadou dira par la suite que la démocratie doit avoir pour fondement, des institutions fortes et respectueuses de la règle d'équilibre de pouvoir et assurant la promotion des valeurs d'égalité de solidarité et de justice au profit de tous les citoyens. Le président de la République évoquera quelques points de son programme à savoir l'initiative «3N».

Pour lui, l'un des défis à la résolution duquel il s'est engagé, est celui de la sécurité alimentaire.

L'initiative «3N» vise à la fois l'accroissement des rendements des cultures pluviales, la promotion de l'irrigation, la modernisation de l'élevage et la protection de l'environnement. Il reconnaîtra que cette initiative est ambitieuse mais réalisable, mais elle requiert la mobilisation d'importantes ressources financières et la mise en valeur des terres irrigables du fleuve Niger de façon à briser définitivement le cycle désastreux des formes récurrentes.

Issoufou Mahamadou fera remarquer que la pertinence de l'initiative «3N» n'est plus à démontrer parce que cette année encore, malheureusement, la campagne agricole n'a pas répondu à nos attentes, avec un bilan alimentaire brut déficitaire d'environ 520.000 tonnes de céréales et un bilan fourrager brut très déficitaire. Au total, c'est plus de la moitié des villages agricoles du Niger qui sont touchés.

Il énumérera alors les mesures prises dans le cadre d'un programme urgent :

- des actions d'urgence en matière d'irrigation, d'élevage, de protection de l'environnement ;
- la reconstitution de stocks alimentaires de sécurité et de production des semences améliorées pour la prochaine campagne 2012 – 2013.

Pour le président Issoufou

Mahamadou, la mise en œuvre de ce programme permettra de démontrer que sécheresse n'est pas synonyme de famine.

Il lancera par la suite, un appel à tous les amis du Niger « pour qu'ils s'associent à nous en vue de faire face à la situation ».

Sur un autre point le chef de l'Etat a parlé de deux choses qui handicapent l'économie nigérienne : le coût du facteur énergie et le coût du facteur transport.

Selon lui, si la réalisation du barrage de Kandadji permettra de réduire le coût du premier facteur, la réalisation de la boucle de chemin de fer Parakou (au Bénin) Dosso – Niamey (au Niger) et Kaya au Burkina Faso permettra de réduire celui du second.

Après avoir remercié l'Union européenne pour son intervention dans le financement des infrastructures routières, le chef de l'Etat a souligné que dans son programme, 14.000 puits et forages sont prévues dans le quinquennat afin d'améliorer l'accès des populations à l'eau potable, contribue ainsi à une meilleure santé des populations.

Il dira aussi aux parlementaires ACP – Union européenne que l'éducation, base sociale essentielle du développement économique fait partie de la priorité de son programme et c'est pour cela qu'il a décidé de lui consacrer 25 % des 9 milliards d'euros que coûtera le programme du quinquennat.

Le président de la République Issoufou Mahamadou attirera l'attention de l'auditoire sur le fait que le contexte régional marqué par la crise libyenne dont les conséquences pèsent lourdement sur notre pays.

« A l'insécurité alimentaire sévère vient d'ajouter une insécurité qui se nourrit d'une dissémination d'armes lourdes dans les pays du Sahel, d'un retour massif de nos compatriotes vivant en Libye et des menaces d'organisations terroriste ainsi que celles des trafics de drogues, d'armes et de trafics humains ».

C'est ainsi que le chef de l'Etat décrira la situation dans la région. Il se réjouira alors que l'Union européenne ait adopté une stratégie pour la sécurité et le développement dans le Sahel dont la mise en œuvre permettra de soutenir nos propres efforts visant à faire face à cette terrible situation » conclura-t-il.

Le chef de l'Etat se penchera également sur la situation économique internationale caractérisée par une crise généralisée. Cependant, il garde l'espoir et demandera, pour augmenter la part des pays ACP au commerce international, une action vigoureuse doit être engagée en vue d'accroître les ressources financières nécessaires au développement de leur outil de production.

Il rappellera encore que le Niger a besoin de 9 milliards d'euros pour les 5 prochaines années. Pour cela,



Issoufou Mahamadou expliquera que pour arriver à ce résultat, le Niger a prévu une forte mobilisation des ressources internes notamment celles provenant du secteur minier et pétrolier.

Il énuméra alors ce dont le Niger aura besoin à savoir la mobilisation des bailleurs de fonds, dont celle de l'Union européenne. Le Niger aura aussi besoin d'une conclusion rapide des négociations relative à l'accord de partenariat économique entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union européenne.

Sur ce sujet, il indiquera qu'il « nous faudra nous entendre sur la définition de l'essentiel des échanges, sur le délai de libéralisation, sur la clause de la nation la plus favorisée, sur la clause de non exécution qui introduit un lien entre les préoccupations liées au commerce et la question de dialogue politique, sur le traitement des subventions agricoles et enfin sur la prise en compte de la dimension développement, à travers le financement du programme de l'APE pour le développement ».

Il tirera la conclusion sur ce point en faisant ressortir la nécessité de la conception et de la mise en œuvre d'un processus de libéralisation qui doit se faire de manière progressive pour ne pas handicaper le développement industriel des pays ACP. Prenant congé de son auditoire, le président Issoufou Mahamadou réaffirmera son engagement à « faire de mon pays le Niger, un modèle de

démocratie véritable et de développement... Je poursuivrai l'idéal pour lequel je me suis toujours battu, celui d'être à l'écoute de mon peuple. Je demeure également plus que jamais déterminé à répondre aux attentes des nigériennes et des nigériens à plus de liberté et de justice, de solidarité et de progrès ».

Nonobstant ce que disent les aigris et autre adversaires politiques, le président Issoufou Mahamadou mène sa barque comme il l'entend. En respectant les engagements pris à savoir le respect de la démocratie et l'état de droit, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption...

Le Niger ayant besoin d'importantes ressources financières pour son développement, il faut aller les chercher là où elles se trouvent ; auprès des nantis. C'est ce qui explique que le chef de l'Etat saisisse toutes les opportunités qui s'offrent à notre pays, se déplacent souvent à travers le monde pour plaider la cause de notre pays auprès des pays nantis et les institutions internationales.

C'est cette démarche qu'il privilégie pour réaliser un programme ambitieux pour lequel il a eu la confiance des nigériens. Ceux qui parlent encore de mendicité et autres médisances peuvent toujours continuer. Il n'en a cure ! Comme il l'a toujours dit « c'est le travail qui paie. »

Il travaille et les hommes qui sont avec lui, également. **S.A**

Contribution :

Rôle de la santé scolaire et universitaire

Les Nigériens et les Africains d'un certain âge se demandent si l'Afrique ne recule pas dans beaucoup de domaines. Ce n'est pas de l'Afro pessimisme mais des inquiétudes bien fondées. Nous laissons les lecteurs faire leur propre opinion après la lecture de cet article. Pour être sur la même longueur d'onde, il est nécessaire de définir la santé. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé "La santé est un état de complet bien être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité".

La définition de la santé scolaire et universitaire n'est pas différente de celle de l'OMS. Sa seule particularité est son environnement et son mode d'opérationnalisation. Il y a lieu de préciser qu'elle est plus globale que la médecine scolaire. La santé scolaire et universitaire n'est pas un nouveau concept. Elle a toujours existé même si ce n'est pas dans sa forme idéale. Cette modeste contribution abordera les raisons pour lesquelles la santé scolaire et universitaire joue un rôle primordial dans le développement de la santé d'une nation. Elle examinera aussi les éléments d'un programme de santé scolaire et universitaire globale et comment mettre en place un tel programme.

Certains lecteurs vont se demander comment la santé de la nation passe par la santé scolaire et universitaire. L'explication est très simple. L'école est une institution de la nation qui est à la base de son développement. Elle est le lieu d'acquisition des connaissances nécessaires dans notre vie. Mais au delà de ce rôle bien connu, l'école peut être le lieu de tous les changements de comportement tel que celui de la recherche de la santé. Pour rappel, il faut noter qu'au Niger, tous les niveaux de l'enseignement comptent environ 8.000.000 jeunes en âge de scolarisation. Plus de 59% de la population en âge d'aller à école est effectivement recrutée et 62 % accèdent au niveau secondaire. Les élèves passent plus de 6 heures par jour à école, 9 mois par an à école et plus de 16 ans à l'école (du pré scolaire au secondaire). Il faut aussi noter que l'élève partage ses connaissances avec sa famille en la sensibilisant, l'éduquant et l'informant.

Comme nous pouvons le constater, école peut faire et défaire tous les domaines de notre vie dont la santé de notre nation. Les pays développés comme les Etats-Unis d'Amérique qui ont compris cet avantage de l'école, ont initié la santé scolaire depuis le 20^{ème} siècle. Il est vrai que la santé scolaire n'a pas toujours fonctionné dans sa globalité même dans les pays développés. En Afrique en général et au Niger en particulier, il a surtout agi de la médecine scolaire qui ne prend pas en compte tous les aspects de la santé.

Afin d'atteindre tous les résultats escomptés, la santé scolaire et universitaire doit être globale. Elle doit accorder une grande importance à l'éducation sanitaire. Toutes les théories et modèles de changement de comportement ont démontré que le jeune âge est le moment idéal. L'école est le lieu de prévention des risques évitables qui sont les comportements sexuels, le tabagisme, l'alcoolisme, l'utilisation de drogues, les problèmes de nutrition, le manque d'exercice physique, les grossesses non désirées, les blessures intentionnelles et non intentionnelles, la violence, des maladies liées à l'hygiène et à l'assainissement,

des maladies cardiaques vasculaires, le diabète, le SIDA et autres maladies chroniques futures liés aux comportements des scolaires.

Les avantages de l'activité physique et les inconvénients de l'inactivité sont bien connus. Nous gardons en mémoire les classes d'éducation physiques au primaire, au secondaire et à l'université. Nos enseignants étaient aussi des maîtres d'éducation physique. Malheureusement, il y a un déclin des activités physiques même dans les pays développés. L'on pas besoin de statistiques pour étayer cette affirmation.

Les services de la médecine scolaire sont une autre composante essentielle de la santé scolaire. En effet, l'école est le lieu idéal pour les examens de dépistage précoce concernant les problèmes de vue, bucco-dentaires, de l'ouïe, de poids et taille, de vaccinations et de ratapages vaccinaux. Ces services facilitent la détection, la prise en charge ou la référence précoce de certaines maladies parasitaires, infectieuses et génétiques pendant le jeune âge. Pendant la période post coloniale, nous avions tous subi certains examens médicaux à l'école. Ces pratiques ne sont que des souvenirs en milieu scolaire. La santé scolaire englobe aussi l'éducation sur les aspects nutritionnels, la prise en compte des problèmes mentaux, émotionnels et psychologiques des élèves. L'environnement scolaire est aussi une composante essentielle car elle contri-



bue beaucoup à l'épanouissement de l'enfant. Le milieu scolaire doit avoir une hygiène et un assainissement sans faille. Il doit être dépourvu de tout ce qui peut nuire à la santé des élèves. Les séances matinales de salubrité des cours d'écoles et des classes ne sont que des souvenirs lointains.

Les enseignants représentent un maillon très important de la chaîne. Il leur faut des services de promotion sanitaire. Les enseignants doivent être des modèles pour leurs élèves. Ils doivent être en bonne santé pour être à la hauteur de leur mission. L'école a aussi besoin du soutien des parents d'élèves pour mettre en œuvre son programme de santé scolaire et universitaire.

La mise en œuvre de la santé scolaire et universitaire paraît être difficile. En réalité, elle ne l'est pas. Notre pays devait mettre en œuvre en 1999 un projet pilote conjoint ministère de l'éducation nationale, ministère de la jeunesse et

ministère de la santé. La première et dernière réunion du comité a eu lieu le 9 Avril 1999. Les bailleurs ont suspendu ce projet suite à l'événement tragique que nous connaissons.

Cette contribution a volontairement évité de donner les avantages économiques d'un programme de santé scolaire. Je n'ai pas la compétence. Gardons simplement en mémoire que la prévention fait économiser des milliards à une nation. Un franc dépensé en prévention équivaut à dix (10) francs dépensés en traitement. Dans la deuxième partie de cette contribution, nous exposerons des modalités pratiques et contextuelles de sa mise en œuvre d'un programme de santé scolaire et universitaire et proposer des pistes concrètes pour revitaliser la santé scolaire et universitaire au Niger.

Saidou Hangadoumbo,
MD, MPH, Ph.D
(site : tamtaminfo)

SIDA :

La pandémie en net recul

Le nombre total de nouvelles infections au VIH a chuté de plus de 26% en Afrique subsaharienne.

Le nombre de nouvelles contaminations au VIH est le plus bas depuis 14 ans, et de plus en plus de séropositifs bénéficient de traitements, estime l'Onusida. Selon le rapport publié lundi, un nombre record de 34 millions de personnes vivaient avec le VIH en 2010.

Mots-clés Santé, société Cette baisse significative s'explique principalement par un meilleur accès au traitement qui a permis de réduire le nombre de décès.

L'Onusida se félicite également du recul observé dans les nouvelles infections : 2,7 millions de cas en 2010, soit un recul de 21% par rapport au pic enregistré en 1997.

"Il y a quelques années, seulement, il paraissait fantaisiste d'annoncer la fin de la pandémie de sida à court terme. Mais la science, l'appui politique et la riposte communautaire commencent à

produire des résultats tangibles et certains», souligne Michel Sidibé, le directeur de l'Onusida.

Toutefois, dans certaines parties du monde, le taux d'infection au VIH demeure élevé.

L'Afrique subsaharienne reste la région la plus durement touchée: le continent abrite près de 70% de personnes vivant avec la maladie.

Les plus mauvais scores sont enregistrés en Afrique australe, principalement en Afrique du Sud qui compte 5,6 millions de malades du sida, un taux jamais enregistré dans aucun autre pays du monde.

Paradoxalement, c'est sur le continent que les bénéfices du traitement et de la prévention se font le plus sentir. Le nombre total de nouvelles infections au VIH a chuté de plus de 26% en Afrique subsaharienne.

La Namibie est à l'avant garde de lutte contre le sida sur le continent.

L'accès au traitement a atteint un som-

met jamais égalé de 90% dans le pays, révèle le rapport.

L'Onusida estime que les connaissances et les moyens pour vaincre le sida existent, mais une approche plus centrée sur l'épidémie et d'avantage de moyens financiers sont nécessaires.

(BBC Afrique)

LA DÉMOCRATIE

Hebdomadaire d'informations
généralistes
RCCM - NI - NIA - 2011 - A 1717
NIF : 19906/S

Rue 067 NB Terminus

Directeur de publication
Assane Saadou
Cel : 90 38 19 87
97 82 96 59

Service Commercial

Cel : 96 96 47 79 / 93 93 24 12
Composition

LA DEMOCRATIE
Impression : NIN

Mise en service du Projet intégré d'Agadem et de la Raffinerie de Zinder

Le pétrole nigérien coulera lundi prochain



Zinder, capitale du Damagaram s'apprête à accueillir le président de la République, Issoufou Mahamadou et ses invités pour la cérémonie de lancement des activités de la société de raffinage de Zinder (SORAZ). La fête proprement dite se déroulera sur le site même de la raffinerie en présence de plusieurs hautes personnalités qui viendront de la République populaire de Chine, du Nigéria voisin et bien d'autres hôtes de marque.

L'occasion de cet événement national a été saisie par le ministre de l'Energie et du pétrole, M. Foumakoye Gado pour faire le déplacement le week-end dernier, dans la région, en vue de se rendre compte de ce qui se fait dans le cadre des préparatifs de la cérémonie officielle et de la mise en service du projet intégré d'Agadem et de la société de raffinage du pétrole.

La SORAZ aura commencé à raffiner le pétrole nigérien et trois principaux produits seront commercialisés par elle. C'est la Société nigérienne de dépôt des produits pétroliers (SONIDEP), qui se chargera de la vente de ces produits à savoir : le super sans plomb, le gasoil et le gaz domestique.

A Zinder, on se mobilise pour que la fête soit belle. Tout le monde y met du sien : autorités locales et administratives, les simples citoyens réunis autour des comités appuyés par les représentants de la SORAZ.

Des rencontres de sensibilisation et de mobilisation sont tenues en vue de sus-

citer l'engouement de tous autour de cette grande cérémonie tant attendue par le peuple nigérien.

Les populations de la région voient à travers cette activité de production et de commercialisation du pétrole, plusieurs opportunités à saisir.

Malgré tout ce qui se dit ici et là, la majorité de ressortissants de la région piaffent d'impatience de voir les activités de la raffinerie démarrer.

Un peu partout, les gens voient la mise en service de la SORAZ comme le démarrage d'une nouvelle ère économique pour la prospérité. Les populations de Zinder ont vite compris que cette activité relève de l'intérêt général en ce qu'elle permettra au Niger d'amorcer un nouvel essor économique.

Le ministre de l'énergie et du pétrole Foumakoye Gado a mis à profit sa visite de travail pour évoquer les espoirs liés à cette activité. Celle-ci va générer plusieurs milliers d'emplois surtout au profit des jeunes diplômés ou non.

Des instructions fermes ont été données par le pouvoir central afin que les recrutements se fassent dans la transparence. Les plus hautes autorités viennent de mettre fin au recrutement des employés par l'entremise de cabinets de placement. Il a été décidé que tout le processus sera surveillé de près par les personnes en charge de la promotion de l'emploi qui seront-elles mêmes surveillées sur toute la ligne. Cela a été dit par le ministre Foumakoye, lors de

sa rencontre avec les différents responsables de la région et les membres du comité d'organisation de la cérémonie de lancement des activités de la raffinerie. Le ministre a donné des consignes précises aux responsables en charge de ce secteur afin que les nigériens soient recrutés au maximum au niveau de la SORAZ.

Au-delà de l'emploi, l'avènement de cette activité de raffinage de pétrole va développer plusieurs autres activités économiques, notamment dans le secteur de transport. Les produits raffinés seront acheminés au quotidien par des centaines de camions - citernes appartenant à des nationaux, de la SORAZ vers d'autres localités du pays et en direction d'autres pays de la sous région. Des privés nigériens rompus dans cette tâche ont déjà été sélectionnés et autorisés à effectuer cette activité. Rien qu'avec le transport du fuel, l'économie de la région de Zinder pourra se développer car derrière ce trafic il y a bien d'autres opportunités d'affaires qui seront à la portée des populations, notamment l'activité hôtelière.

L'Etat compte réaliser également des gros investissements notamment dans les secteurs sociaux de base, à savoir : l'hydraulique villageoise, la santé, l'édu-

de travaux seulement, le taux de «Nigérisation» est de 74%.

Conformément aux engagements qu'elle a souscrits vis-à-vis de l'Etat du Niger, la CNPC dès la signature du Contrat de partage de production retraiter et réinterpréter les données sismiques 2D existantes ; à acquérir et à traiter des nouveaux profils sismiques 2D 600Km et des nouvelles données sismiques 3D 220 Km². En une seule année, de Janvier à Décembre 2009, la CNPCNP a largement réalisé et dépassé les engagements de travaux souscrits sur quatre (4) ans. De Janvier-Décembre 2010, la CNPCNP a réalisé beaucoup plus de forages (38) au bloc Agadem que les compagnies opératrices précédentes (Texaco, Conoco, Esso, Elf aquitaine et Petronas Carigali) sur 34 ans, en dehors des installations de surface, la sismique 3D et le pipeline.

Les activités d'exploration

Dès la signature du Contrat de Partage de Production (CPP), le programme de travail a été préparé sur la base d'une exploration agressive. En 2010, vingt neuf (29) puits d'exploration-appréciation ont été réalisés, dont 23 puits d'exploration et 6 puits d'appréciation. 5 rigs de forage et 3 rigs de service étaient opérationnels en 2010. Au total 128



cation les revêtements des routes, etc.

Zoom sur les réalisations de la CNPC

Les activités de la CNPC menées par la CNPC en 3 ans dépassent largement celles effectuées par les opérateurs sur le bloc Agadem. De 1974 à 2008, des compagnies comme Texaco, Conoco, Esso, Elf aquitaine et Petronas Carigali se sont succédé sur le bloc Agadem. Environ seize mille huit cent cinquante (16 850) Km de sismique 2D et une vingtaine de forages ont été réalisés. Cependant, aucune ligne sismique 3D, ni d'installations de surface et de pipeline n'a été réalisée. Rappelons que le Contrat de Partage de Production a été signé entre la CNODC et la République du Niger le 2 juin 2008. La CNODC a transféré son investissement à la CNPC Niger Petroleum, qui est devenue opérateur.

L'emploi au sein de la CNPC

La situation de l'emploi au sein de la CNPCNP est à été arrêtée sur les deux premières années à 5322 employés qui travaillent sur le projet Agadem, dont 4112 Nigériens et 1186 Chinois. Après 2 ans

zones ont été testées en 2010. A la fin de l'année 2010, le progrès total cumulé était d'environ 83% pour le projet de construction des installations de surface. Les étapes principales de construction réalisées sont les suivantes: Finition de la soudure des deux réservoirs de pétrole (20000m³/chacun), le 8 février 2010. Le Transport des équipements clés a été achevé le 25 Août 2010. La construction de lignes de transmission a été achevée en Septembre 2010. La construction des installations de surface principales a été achevée en Décembre 2010

Zoom sur le Projet Pipeline

Le pipeline quitte Goumeri (Station Initiale de Pompage), et se termine à la raffinerie de Zinder (Station Terminale). Il est d'une longueur d'environ 462,5km, d'une pression de conception de 10MPa, et d'un diamètre de 12". En outre, 5 stations de chauffage et 6 stations de vanne d'isolement sont installées le long de l'itinéraire du pipeline. Un câble de fibre optique a été enterré dans la même tranchée le long du pipeline.



Economie :

Le FCFA sera-t-il dévalué en janvier prochain ?

C'est une information exclusive. Les pays membres de la zone CFA n'ont pas fini de souffrir. Cette fois, c'est le noir qu'ils vont commencer à broyer. Si rien ne vient entre temps changer la donne, dès le 1er janvier 2012, c'est-à-dire dans 40 jours, le FCFA sera dévalué à nouveau. La parité fixe qui jusque-là était de 1 euro=655,59 FCFA, passera à 1 euro=1000FCFA. Selon un diplomate européen, c'est pour apporter cette information aux chefs d'Etat de l'Uemoa qu'Allassane Dramane Ouattara a fait le tour de la sous-région la semaine dernière. Il a été mandaté, selon le diplomate, par le président français Nicolas Sarkozy. «En Afrique centrale, c'est à Denis Sassou Nguesso que la mission a été confiée d'informer ses homologues de la CEMAC mais aussi des Comores», ajoute notre source. Le diplomate assure que Sarkozy, compte tenu des problèmes que le Président sénégalais rencontre actuellement et surtout à cause de sa grande susceptibilité, a tenu à parler personnellement à Abdoulaye Wade lequel devrait informer son petit voisin Bisau-guinéen.

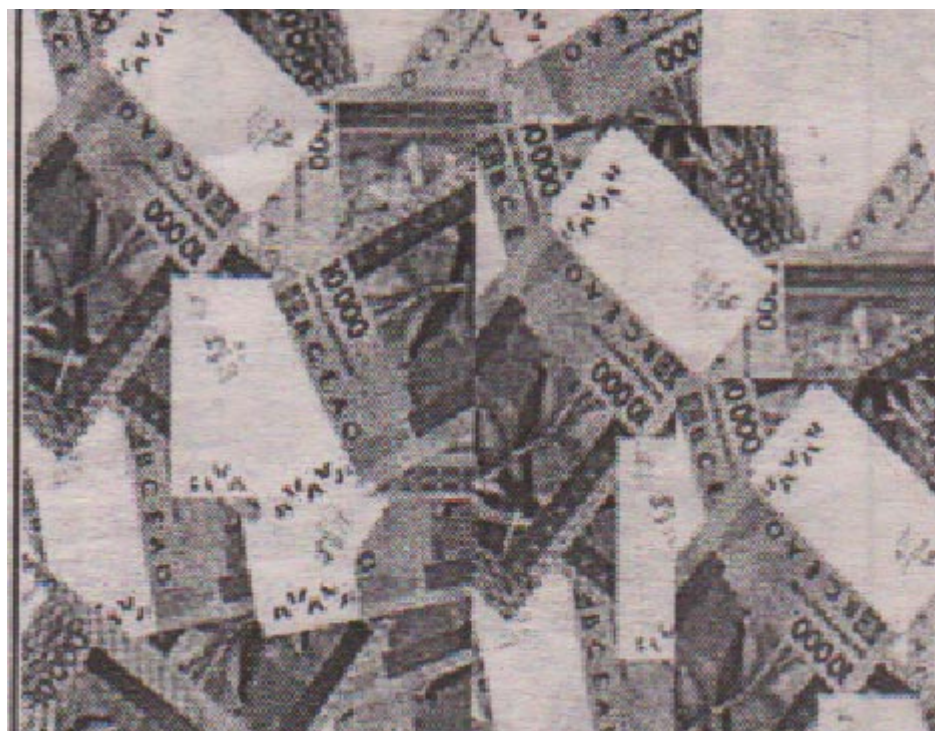
Comme on peut s'en douter, cette mesure de dévaluation du FCFA est venue de la grave crise que traverse en ce moment l'Europe de l'euro et que seule, l'Allemagne supporte à travers ses caisses. C'est donc la Chancelière allemande, Angela Merkel, qui, selon nos sources, a demandé à son homologue français, Nicolas Sarkozy, de mettre de l'ordre dans les ex-colonies françaises avant qu'il ne soit tard. Mais si l'on regarde bien le schéma, il ne s'agit pas, à travers cette mise en garde de Mme Merkel, de sauver les économies des pays de la zone FCFA. Il s'agit bien d'aider la France à éviter

de sombrer, ce qui pourrait plomber la zone euro, l'Allemagne ne pouvant plus à elle seule financer les déficits de cette zone.

Mais qu'est-ce que la dévaluation du FCFA peut bien apporter à la France au plan financier et budgétaire ? Beaucoup, beaucoup trop même. Au travers de la guerre militaire qu'elle a menée ouvertement en Côte d'Ivoire pour renverser Laurent Gbagbo, la France a réussi à mettre sous l'étéignoir, tous les nationalistes et autres souverainistes dont le fondement de la politique est de redonner à l'Afrique, toute sa dignité. Laquelle devrait lui permettre de diversifier ses relations commerciales et politiques avec le reste du monde et non plus seulement avec l'ancienne puissance coloniale.

Le cas de la Côte d'Ivoire est édifiant à cet égard. Aujourd'hui, tout semble dire que les accords de 1961, lendemain des indépendances, ont été réveillés. Les sociétés françaises ont récupéré tous les marchés. Bouygues est présent partout et il ne serait pas surprenant que, pour acheter désormais sur le marché mondial, l'Etat de Côte d'Ivoire passe forcément par l'Etat français. En d'autres termes, c'est en France que nous allons désormais acheter tout. Et comme tout cela se fait en devise (euro), nous allons dépenser beaucoup de CFA pour obtenir peu de produits.

Ce qui arrangerait vraiment la France si l'on tient compte de l'ensemble des pays de la zone CFA qui vont acheter sur le marché français ou qui vont être obligés de faire transiter leurs marchandises par les ports et aéroports français. Si l'on ajoute à cela l'exploitation honteuse de nos ressources à laquelle se livre en toute impunité la France, on



peut dire que le pari est gagné pour Paris de trouver les milliards d'euro qu'elle cherche partout pour combler son déficit. De l'avis d'un expert, les pays africains vont contribuer, avec cette mesure, pour 40% de leurs avoirs, au colmatage du déficit français.

Comme en janvier 1994, lors de la première dévaluation, les pays africains qui font la manche recevront encore beaucoup d'argent des pays européens. Puisqu'il leur suffit de dégager 1 million d'euro pour que cela se transforme en 1 milliard de FCFA. Parions ! Les hagiographes des différents palais présidentiels chanteront à l'unisson la fameuse chanson qui ne leur réussit pourtant pas : «Pluie de milliards !!!». Oubliant que cet argent est à rembourser non seulement avec des intérêts mais en devise. Conséquence, la dette des pays africains toujours sous la coupole de Paris va accroître de façon vertigineuse. Sacrifiant ainsi les futures générations africaines qui, une

fois aux affaires, passeront le clair de leur temps à rembourser des dettes.

Depuis que Ouattara est parvenu au pouvoir, les prix des produits alimentaires de première nécessité ne font qu'augmenter à la vitesse grand V. A partir du 1er janvier prochain, ça va être plus grave. La dévaluation ne peut nous servir que si nous exportons beaucoup. Tout le monde le sait. Tous les pays de l'espace francophone importent presque tout : produits manufacturés, riz, bois, poisson etc. A partir du mois de janvier 2012, c'est maintenant 1000 fca pour un euro. Au moment de servir le marché intérieur, les commerçants revendeurs devront tenir compte de cette nouvelle parité fixe. Les prix vont donc gonfler et ça va chauffer dans les marmites ! Le prix du carburant va suivre la flèche dans le sens verticale. Et on n'y pourra rien.

Abdoulaye Villard Sanogo
(Camer.be)

Crise alimentaire au Niger :

Le PAM lance un appel pressant

La menace croissante d'insécurité alimentaire au Niger est très inquiétante et le pays pourrait être confronté à une crise alimentaire majeure si des mesures rapides ne sont pas prises, a mis en garde vendredi le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM).

« Les familles vulnérables sont toujours affaiblies par la crise précédente, il y a moins d'un an, et elles ne disposent pas de capacités nécessaires pour faire face à un nouveau choc », a dit la Directrice pays du PAM au Niger, Denise Brown.

Selon le PAM, environ un million de personnes ont un besoin urgent de nourriture suite à des mauvaises ré-

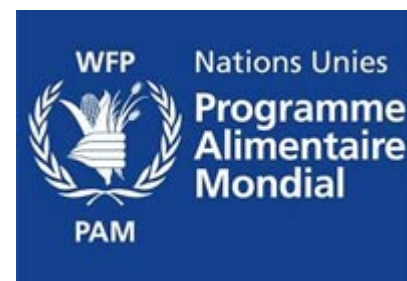
coltes au Niger, frappé par la sécheresse. Ce chiffre est susceptible d'augmenter à l'approche de la période de soudure, qui dure d'avril à septembre. Les résultats de l'évaluation des récoltes font état d'un déficit céréalier national de 500.000 tonnes, un déficit plus important que ceux enregistrés lors des crises précédentes en 2005 et en 2010.

Le PAM prévoit d'intensifier en toute urgence ses opérations au Niger en augmentant le nombre de personnes soutenues par des projets de « Vivres et argent contre travail » et en renforçant ses programmes de nutrition auprès des enfants de moins de 2 ans et des femmes enceintes et allaitantes. Actuellement, le PAM

vient en aide à 500.000 personnes vulnérables par mois en moyenne.

En raison de la récurrence croissante des sécheresses dans le Sahel, les communautés n'ont pas eu le temps de se remettre sur pied depuis la dernière crise alimentaire. Les familles vulnérables n'ont pas pu reconstituer ni leurs stocks alimentaires ni leur bétail.

Le retour d'environ 200.000 travailleurs migrants, qui envoyaient de l'argent depuis la Libye et la Côte d'Ivoire, a affecté l'économie locale et a également créé un fardeau supplémentaire pour des communautés déjà confrontées à des pénuries alimentaires.



Selon ses estimations, le PAM aurait besoin de 60 millions de dollars supplémentaires pour fournir une assistance alimentaire aux groupes les plus vulnérables au cours des six prochains mois.

Le PAM surveille également la situation dans d'autres pays de la région. L'agence se dit inquiète au sujet de la situation au Tchad, en Mauritanie et au Burkina Faso. En Mauritanie, le PAM estime qu'environ 700.000 personnes sont en proie à une insécurité alimentaire sévère, contre 500.000 personnes menacées les années précédentes.

Source : un.org/apps/newsFr

Santé :

Mieux faire connaître le diabète

La Journée mondiale du diabète a pour but de mieux faire connaître cette maladie dans le monde - son ampleur mais aussi les moyens dont on dispose pour la prévenir. Instaurée par la Fédération mondiale du diabète et l'OMS. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

. Quelque 356 millions de personnes sont diabétiques dans le monde.

. En 2004, le diabète a tué environ 3,4 million de personnes.

. Plus de 80% des décès par diabète se produisent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

. Selon les projections de l'OMS, le nombre de décès par diabète va doubler entre 2005 et 2030.

. Un régime alimentaire sain, une activité physique régulière, le maintien d'un poids normal et l'arrêt du tabac permettent de prévenir ou de retarder l'apparition du diabète de type 2.

Qu'est-ce que le diabète ?

Le diabète est une maladie chronique qui apparaît lorsque le pancréas ne produit pas suffisamment d'insuline ou que l'organisme n'utilise pas correctement l'insuline qu'il produit. L'insuline est une hormone qui régule la concentration de sucre dans le sang. L'hyperglycémie, ou concentration sanguine élevée de sucre, est un effet fréquent du diabète non contrôlé qui conduit avec le temps à des atteintes graves de nombreux systèmes organiques et plus particulièrement des nerfs et des vaisseaux sanguins.

Diabète de type 1

Le diabète de type 1 (précédemment connu sous le nom de diabète insulino-dépendant ou juvénile) est caractérisé par une production insuffisante d'insuline et exige une administration quotidienne de cette dernière. La cause de diabète de type 1 n'est pas connue, et en l'état des connaissances actuelles, il n'est pas évitable.

Les symptômes sont les suivants: excrétion excessive d'urine (polyurie), sensation de soif (polydipsie), faim constante, perte de poids, altération de la vision et fatigue. Ces symptômes peuvent apparaître brutalement.

Diabète de type 2

Le diabète de type 2 (précédemment appelé diabète non insulino-dépendant ou diabète de la maturité) résulte d'une mauvaise utilisation de l'insuline par l'organisme. Le diabète de type 2 représente 90% des diabètes rencontrés dans le monde. Il est en grande partie le résultat d'une surcharge pondérale et de la sédentarité.

Ses symptômes peuvent être les mêmes que ceux du diabète de type 1 mais sont souvent moins marqués. De ce fait, la maladie peut être diagnostiquée plusieurs années après son apparition, une fois les complications déjà présentes. Récemment encore, ce type de diabète n'était observé que chez l'adulte mais on le trouve désormais aussi chez l'enfant.

Diabète gestationnel

Le diabète gestationnel est une hyperglycémie apparue ou décelée

pour la première fois pendant la grossesse.

Les symptômes du diabète gestationnel sont les mêmes que ceux du diabète de type 2. Il est très souvent diagnostiqué au cours du dépistage prénatal et non pas suite à des symptômes.

Altération de la tolérance au glucose et de la glycémie à jeun

L'altération de la tolérance au glucose et de la glycémie à jeun sont des affections intermédiaires qui font la transition entre normalité et diabète. Les personnes qui en sont atteintes sont exposées à un risque élevé d'évolution vers un diabète de type 2, même si ce dernier n'est pas inévitable.

Quelles sont les conséquences habituelles du diabète ?

Avec le temps, le diabète peut endommager le cœur, les vaisseaux sanguins, les yeux, les reins et les nerfs.

" Le diabète augmente le risque de cardiopathie et d'accident vasculaire cérébral. 50% des diabétiques meurent d'une maladie cardio-vasculaire (principalement cardiopathie et accident vasculaire cérébral).

" Associée à une diminution du débit sanguin, la neuropathie qui touche les pieds augmente la probabilité d'apparition d'ulcères des pieds et, au bout du compte, d'amputation des membres.

" La rétinopathie diabétique est une cause importante de cécité et survient par suite des lésions des petits vaisseaux sanguins de la rétine qui s'accumulent avec le temps. Au bout de 15 ans de diabète, près de 2% des sujets deviennent aveugles et environ 10% présentent des atteintes visuelles graves.

" Le diabète figure parmi les principales causes d'insuffisance rénale. 10 à 20% des diabétiques meurent d'une insuffisance rénale.

" La neuropathie diabétique fait suite aux lésions nerveuses dues au diabète et touche jusqu'à 50% des diabétiques. Bien que de nombreux problèmes différents puissent résulter d'une neuropathie diabétique, les symptômes courants sont les suivants: fourmillement, douleur, engourdissement ou faiblesse au ni-

veau des pieds et des mains.

" Le risque général de décès chez les diabétiques est au minimum deux fois plus important que chez leurs pairs qui n'ont pas de diabète.

Quelles sont les répercussions économiques du diabète ?

Le diabète et ses complications ont des répercussions économiques importantes sur les personnes, les familles, les systèmes de santé et les pays. Par exemple, l'OMS estime qu'entre 2006 et 2015, la Chine va perdre 558 milliards de dollars de revenu national assuré à cause des seuls accidents vasculaires cérébraux, cardiopathies et diabète.

Comment réduire la charge de morbidité du diabète ?

Les mesures ci-dessous devraient être accompagnées d'un régime alimentaire sain, de la pratique régulière d'une activité physique, du maintien d'un poids normal et de l'arrêt du tabac.

Prévention

On a montré que des mesures simples modifiant le mode de vie pouvaient être efficaces pour prévenir ou retarder le diabète de type 2. Pour prévenir ce diabète et ses complications, les gens doivent:

" parvenir à un poids corporel normal et le maintenir;

" faire de l'exercice physique - au moins 30 minutes par jour d'une exercice régulier d'intensité modérée. Une activité physique plus intense est nécessaire pour perdre du poids;

" avoir un régime alimentaire sain composé de trois à cinq fruits et légumes par jour et réduire l'apport en sucre et en graisses saturées;

" arrêter le tabac - la cigarette augmente le risque de maladie cardio-vasculaire.

Diagnostic et traitement

On peut poser un diagnostic précoce à l'aide d'un test sanguin relativement peu coûteux.

Le traitement du diabète impose l'abaissement de la glycémie et la réduction des autres facteurs de risque de lésion des vaisseaux sanguins. L'arrêt du tabac est également important pour éviter les com-

plications.

Les interventions économiques et réalisables dans les pays en développement sont les suivantes:

" contrôle de la glycémie modérée. Les personnes atteintes de diabète de type 1 ont besoin d'insuline; celles atteintes de diabète de type 2 peuvent être traitées par une médication par voie orale, mais peuvent également avoir besoin d'insuline;

Les autres interventions économiques comprennent:

" le dépistage de la rétinopathie (qui provoque la cécité);

" le contrôle des lipides sanguins (afin de réguler les concentrations de cholestérol);

" le dépistage des premiers signes d'une maladie rénale liée au diabète.

Activités de l'OMS pour prévenir et combattre le diabète

L'OMS vise à susciter et à soutenir l'adoption de mesures efficaces de surveillance, de prévention et de lutte contre le diabète et ses complications, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. À cette fin, elle:

" fournit des lignes directrices scientifiques sur la prévention du diabète;

" établit des normes et des critères de soins pour cette maladie;

" sensibilise à l'épidémie mondiale de diabète, notamment en partenariat avec la Fédération internationale du Diabète pour la célébration de la Journée mondiale du diabète (14 novembre);

" assure la surveillance du diabète et de ses facteurs de risque.

La Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé vient compléter les travaux de l'OMS sur le diabète en se concentrant sur des approches à l'échelle des populations visant à promouvoir un régime alimentaire sain et un exercice physique régulier, réduisant ainsi le problème mondial toujours plus grand posé par le surpoids et l'obésité.

(Source : OMS)

Lancement du Festival international de la mode africaine

Le Festival international de la mode africaine (FIMA) a été lancé mercredi dernier au «Palais du 29 juillet» par le ministre en charge de la Culture, Hassane Kounou, en présence de la première dame du Niger, Dr Malika Issoufou, marraine du festival, et de certaines invitées de marque. C'est la 8^{ème} édition de ce festival. Placée sous le thème du «monde noir et sa diaspora», la pré-

sente édition a vu la participation de plus de 200 participants venus d'une quarantaine de pays. Le FIMA, rencontre internationale majeure entre modélistes, stylistes, mannequins et autres professionnels de la mode, se veut à la fois un événement fédérateur et intégrateur de talents et de célébrités de la mode de tous les continents.

SahelCom

ALBISHIRI

SahelCom
Vers
SahelCom

75f
la minute

1,5f
la seconde

7h-22h

25f
la minute

0,5f
la seconde

22h-7h

SahelCom
vers
autres réseaux

95f
la minute

1,75f
la seconde

24h/24h

Du 1er Octobre au 31 Décembre

Avec **Sahelcom**, les nigériens font communiquer les nigériens

Service clientèle
555

www.sahelcom.ne